

Déclaration d'experts internationaux sur les crimes israéliens

Description

Cette déclaration est rédigée et signée par les membres d'une communauté internationale d'universitaires dont l'expertise criminologique dans le domaine de la criminalité israélienne est mondialement reconnue. Ce qui distingue notre travail, c'est une compréhension de la criminalité israélienne qui dépasse le cadre étroit du droit international, pour se concentrer sur la violence organisationnelle et les dommages perpétrés dans la poursuite des objectifs de l'État.

Par les experts et universitaires listés en fin d'article



Photo par Naaman Omar \ APAIMAGES

Quarante années de recherches approfondies et évaluées par des pairs ont montré que les structures de coercition dont disposent les États, lorsqu'elles sont associées à de faibles mécanismes de contrôle susceptibles d'en limiter l'application, créent les conditions d'un recours illicite à la violence par les États qui cherchent à atteindre par la coercition des objectifs politiques contestés. Il a également été établi que les États ont une capacité disproportionnée à dissimuler, déformer et nier leurs applications criminelles de la violence, et à faire échouer les formes ultérieures de responsabilisation.

Notre communauté scientifique s'accorde à dire que nous assistons actuellement à une intensification de ces risques et de ces tendances à Gaza, à Jérusalem et en Cisjordanie occupée. Les Palestiniens vivant à l'intérieur des frontières de 1948 (aujourd'hui Israël) sont également très menacés.

Les preuves cumulées indiquent clairement que, dans une réponse disproportionnée aux meurtres du Hamas du 7 octobre, l'État israélien utilise sa capacité militaire étendue et avancée pour infliger des violences au peuple palestinien à une échelle telle qu'il est juste de la qualifier de phase d'annihilation du génocide.

Les actions d'Israël à Gaza et les actions historiques contre le peuple palestinien correspondent à la fois aux définitions juridiques et criminologiques du crime. Comme l'a écrit Raphael Lemkin, l'auteur du terme génocide, le génocide ne se limite pas à des actes spectaculaires de massacres, mais comprend « un plan coordonné visant à la destruction des fondements essentiels de la vie de groupes nationaux ».

Le génocide est un processus visant à effacer un peuple « en tout ou en partie » sur la base de son identité raciale, ethnique ou religieuse. L'annonce par Israël d'un « état de siège

total Â» de Gaza, coupant lâ??eau, la nourriture, lâ??Ã©lectricitÃ© et les fournitures mÃ©dicales, Ã©quivaut Ã une dÃ©claration claire dâ??intention de commettre un gÃ©nocide contre le peuple palestinien en Â« soumettant dÃ©libÃ©rÃ©ment le groupe Ã des conditions dâ??existence devant entraÃ©ner sa destruction physique totale ou partielle Â» ([Convention sur le gÃ©nocide de 1948, article 2](#)). Lâ??intention gÃ©nocidaire de lâ??Ã©tat israÃ©lien sâ??incarne Ã©galement dans les dÃ©clarations de ses dirigeants : Le porte-parole des FDI, Daniel Hagari, a [dÃ©clarÃ©](#) que Â« lâ??accent est mis sur les dÃ©gÃ©ts et non sur la prÃ©cision Â» lorsquâ??il Ã©voque les bombardements aÃ©riens israÃ©liens, tandis que Netanyahu a menacÃ© de Â« raser Â» Gaza en la [rÃ©duisant](#) Â« Ã une Ã©le de ruines Â». Ariel Kallner, membre de la Knesset, a [rÃ©vÃ©lÃ©](#) qu'Â« il nâ??y a quâ??un seul objectif : la Nakba [catastrophe] ! Une Nakba qui Ã©clipserait celle de 1948â?³. Lorsque le ministre de la dÃ©fense Yoav Gallant a [ordonnÃ©](#) un siÃ©ge total de Gaza, quâ??il a dÃ©crit les Palestiniens comme des Â« animaux humains Â» et que le prÃ©sident israÃ©lien Isaac Herzog a [dÃ©clarÃ©](#) quâ??il nâ??y avait pas de civils innocents Ã Gaza, les intentions dÃ©clarÃ©es dâ??IsraÃ©l Ã©taient Ã nouveau claires et explicitement gÃ©nocidaires. Dans lâ??Allemagne nazie, au Rwanda, au Cambodge et en Birmanie/Myanmar, lâ??Ã©pithÃ©te Â« non-humain Â» a sous-tendu et facilitÃ© lâ??extermination massive de Â« lâ??autre Â». Ã lâ??heure actuelle, notre prÃ©occupation nâ??est pas tant de savoir si ces dÃ©clarations constituent une preuve juridiquement concluante dâ??une intention criminelle spÃ©cifique, mais plutÃ´t de voir comment lâ??utilisation dâ??un langage aussi ouvertement dÃ©shumanisant contribue Ã un processus gÃ©nocide qui entre actuellement dans une phase particuliÃ©rement intense et dangereuse.

Nous savons empiriquement quâ??un gÃ©nocide se dÃ©roule sur des annÃ©es, voire des dÃ©cennies. Le gÃ©nocide des Palestiniens par IsraÃ©l nâ??a pas commencÃ© le 7 octobre 2023. Pour les Palestiniens, le processus de gÃ©nocide a commencÃ© en 1917 avec la dÃ©claration Balfour, lorsque la Grande-Bretagne a Â« donnÃ© Â» leur pays aux sionistes europÃ©ens Ã la recherche dâ??une patrie juive. Il sâ??est matÃ©rialisÃ© par la guerre de 1948, qui a conduit Ã la crÃ©ation de lâ??Ã©tat dâ??IsraÃ©l. Au cours de cette catastrophe (la Nakba), des milliers de Palestiniens ont Ã©tÃ© tuÃ©s et 750 000 ont Ã©tÃ© chassÃ©s de leur patrie, lâ??Ã©tat israÃ©lien leur refusant Ã jamais le droit au retour. Des dÃ©cennies de dÃ©possession, dâ??occupation, de violence structurelle, dâ??expulsion forcÃ©e et de discrimination par lâ??apartheid ont suivi. Nous assistons aujourdâ??hui au dÃ©nouement du gÃ©nocide perpÃ©trÃ© par lâ??Ã©tat israÃ©lien Ã lâ??encontre des autochtones palestiniens. Nous assistons Ã une deuxiÃ©me Nakba.

Lorsque des acteurs organisationnels tels que des Ã©tats commettent des crimes, ils sâ??appuient sur la complicitÃ© de puissants facilitateurs afin dâ??exÃ©cuter lâ??activitÃ© illicite et dâ??Ã©chapper Ã la justice. Ã lâ??heure actuelle, lâ??Ã©tat israÃ©lien bÃ©nÃ©ficie dâ??une aide matÃ©rielle grÃ¢ce au soutien militaire fourni par des Ã©tats Ã©trangers (en particulier les Ã©tats-Unis) et par des fournisseurs internationaux dâ??armement, dont les exportations sont autorisÃ©es par lâ??Ã©tat. Lâ??Ã©tat israÃ©lien bÃ©nÃ©ficie Ã©galement des services de blanchiment de rÃ©putation que lui fournissent les acteurs Ã©tatiques, les commentateurs des grands mÃ©dias, les sociÃ©tÃ©s de relations publiques et les intellectuels publics sionistes.

Sur ce dernier point, les experts en criminalitÃ© dâ??Ã©tat sont parfaitement conscients, sur la base dâ??un grand nombre dâ??observations, que lorsquâ??il y a abus criminel du pouvoir de lâ??Ã©tat, mÃªme dans des situations de gÃ©nocide, les institutions Ã©tatiques ont une capacitÃ© importante Ã dÃ©former publiquement leurs actions criminelles et Ã Ã©chapper Ã la justice, en particulier lorsquâ??elles sont soutenues par des complices disposant de ressources suffisantes. Elles

ont également la capacité de rester sous silence.

Stanley Cohen, l'un des plus grands spécialistes de la criminalité d'État, s'est inspiré de son expérience en Afrique du Sud et en Israël « pour documenter les mécanismes utilisés par les États criminels pour déformer et nier leur conduite illicite et faire taire ceux qui condamnent leur comportement déviant. S'inspirant de l'attitude classique de Sykes et Matza sur les « techniques de neutralisation », Cohen affirme que ces techniques comprennent le déni de responsabilité, le déni de préjudice, le déni de la victime, la condamnation des auteurs de la condamnation et l'appel à des loyautés supérieures.

Nous avons vu ces techniques de déni utilisées avec une intensité particulière au cours du mois dernier par l'État israélien, les gouvernements alliés, les acteurs clés des médias grand public et les intellectuels publics promouvant l'idéologie du sionisme, dans une tentative de neutraliser socialement les définitions stigmatisantes de la violence de l'État israélien en tant que criminelle. Dans la situation actuelle, la fausse accusation d'antisémitisme qui associe la critique légitime des actions génocidaires de l'État d'Israël aux persécutions historiques du peuple juif en est un exemple, qui sert à condamner celui qui condamne. L'État israélien et ses partisans s'efforcent également de nier que les victimes du siège, des bombardements et d'autres atrocités qui sont pour la plupart des femmes et des enfants sont des victimes. La recherche sur la victimisation des crimes d'État indique que les impacts de cette violence seront étendus, transnationaux et intergénérationnels.

La recherche sur les crimes d'État démontre également que le droit international et les tribunaux qui le servent sont actuellement incapables de répondre de manière adéquate aux crimes d'État pendant et après leur perpétration. Toutefois, il est important de noter que les États signataires de la Convention sur le génocide ont l'obligation d'intervenir pour prévenir et punir le génocide.

Sur la base d'un nombre croissant d'études empiriques, la recherche sur les crimes d'État indique que le mécanisme le plus important pour obliger les États à rendre des comptes lors de la commission de crimes d'État tels que le génocide est une société civile organisée qui utilise de manière créative une série de méthodes facilitant la participation de masse à des formes socialement rigoureuses d'exposition, de condamnation et de perturbation. Cette forme de condamnation massive doit être organisée, représentative, à grande échelle et résiliente si l'on veut réussir à éliminer la violence de l'État comme criminelle et si l'on veut perturber de manière significative les actions illicites des acteurs criminels.

Cela suggère que chaque citoyen ne peut jouer un rôle essentiel aujourd'hui en condamnant et en perturbant les crimes de l'État israélien. En participant à des formes de protestation organisées localement, à des mouvements de solidarité non violents tels que Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) et à des manifestations de masse, la société civile a le pouvoir de démanteler les structures d'apartheid génocidaire de l'État israélien. Une lourde responsabilité incombe aux sociétés civiles dont les propres États sont directement impliqués dans la facilitation du crime de génocide de l'État israélien ou dont les industries fournissent des matériaux utilisés par les FDI pour exécuter des violences illicites.

Stanley Cohen a critiqué ce sujet : « Le test de la reconnaissance n'est pas notre réaction réflexe à un journal télévisé, à un mendiant dans la rue ou à une publicité d'Amnesty,

mais la manière dont nous vivons entre ces moments. Comment poursuivons-nous notre vie normale en sachant ce que nous savons ? »

La recherche sur les crimes suggère que la réponse à cette question aura un impact déterminant sur l'intensité et la durée de la séquence actuelle des crimes israéliens, sur l'ampleur du génocide et sur l'ampleur des souffrances humaines qu'il induit. L'amplification des demandes pour un cessez-le-feu immédiat, la fin de l'occupation israélienne de Gaza et de la Cisjordanie, la fin de la complicité internationale et le soutien au mouvement palestinien BDS sont des mesures essentielles par lesquelles la société civile peut faire respecter les droits de l'homme fondamentaux face aux violations systématiques commises par l'État israélien.

Déclaration signée par :

Penny Green, professeur de droit et de mondialisation, Queen Mary, Université de Londres et fondatrice/codirectrice de l'Initiative internationale contre la criminalité
Kristian Lasslett, professeur de criminologie à l'université d'Ulster et fondateur de l'Initiative internationale contre la criminalité
Jude McCulloch, professeur d'histoire, Monash University
Bill Rolston, professeur d'histoire, université d'Ulster
Jeremy Keenan, professeur invité, Queen Mary, Université de Londres
Steve Tombs, professeur d'histoire, The Open University
Louise Wise, maître de conférences en sécurité internationale, Université du Sussex
Dawid StaÅczak, maître de conférences en criminologie, Université d'Ulster
Thomas MacManus, maître de conférences en criminalité, Queen Mary, université de Londres et codirecteur de l'initiative internationale sur la criminalité
Raymond Michalowski Arizona Regents Professor, Emeritus, Northern Arizona University
Rachel Seoighe, maître de conférences en criminologie, Université du Kent
Dawn L. Rothe, Professeur, Florida Atlantic University
Ronald C. Kramer, Professeur de sociologie, Western Michigan University
Elizabeth Stanley, professeur de criminologie, Te Herenga Waka/Victoria University of Wellington
Gregg Barak, Professeur d'histoire, Eastern Michigan University
Hazel Cameron, chercheur principal honoraire, Université de Stirling
David Whyte, professeur de justice climatique, Queen Mary, université de Londres
Phil Scraton, professeur d'histoire, faculté de droit, Queen's University Belfast
Robert J. Barsocchini, chercheur doctorant, Université d'Hawaï - Manoa
Elizabeth A. Bradshaw, professeur de sociologie, Central Michigan University
Pablo Ciochini, chercheur, Conseil national de la recherche scientifique et technique d'Argentine
Rob White, professeur d'histoire de criminologie, Université de Tasmanie, Australie
Chris Williams, universitaire indépendant, University College London (anciennement)
Martha K Huggins, Professeur de sociologie, Université de Tulane
Scott Poynting, professeur adjoint, Université Charles Sturt et QUT
Renata Meirelles, maître de conférences en histoire, Université rurale, Seropédica, Brésil
Chris Cunneen, professeur de criminologie, Jumbunna Indigenous Research Centre, Université de technologie de Sydney
Roberto Catello, maître de conférences en criminologie, Liverpool Hope University
Angela Sherwood, maître de conférences en droit, Queen Mary University of London

Tony Ward, professeur de droit, Université de Northumbria
Kirsten McConnachie, professeur d'études socio-juridiques, université d'East Anglia
Richard Falk, Chaire mondiale de droit international, Université Queen Mary de Londres
Hilal Elver, professeur de recherche, Université de Californie Santa Barbara
Rhiannon Bandiera, maître de conférences en criminologie et codirectrice du Centre de recherche en justice internationale, Université de Maynooth, Irlande
Nicola Perugini, maître de conférences en relations internationales, Université d'Limbourg
Henrietta Zeffert, maître de conférences en droit, University College Cork
José Carlos Moreira da Silva Filho, professeur de criminologie au sein du programme d'études supérieures en sciences criminelles, Université catholique pontificale de Rio Grande do Sul/Brésil
Dilmira Matyakubova, chercheuse en doctorat, Université d'Ulster
Vicki Sentas, maître de conférences, Faculté de droit et de justice, Université de Nouvelle-Galles du Sud
Maria Giannacopoulos, professeur associé et directrice du Centre de criminologie, de droit et de justice, Université de Nouvelle-Galles du Sud
Dr Azadeh Sobout, chercheur post-doctoral et enseignant en criminologie transfrontalière, Queen's University Belfast
Michael Grewcock, maître de conférences (retraité), Faculté de droit et de justice, UNSW Sydney
Marília de Nardin Budã³, professeur titulaire, Université fédérale de Santa Catarina, Brésil
Alejandro Forero-Cuñillar, maître de conférences, Université de Barcelone
Sacha Darke, maître de conférences en criminologie, Université de Westminster

L'International State Crime Initiative considère que le terme « crime » englobe toutes les violations des droits de l'homme qui sont déviantes dans le sens où elles enfreignent une norme socialement reconnue. Leur conception des droits de l'homme reflète les grands principes qui sous-tendent le droit international, mais ils ne pensent pas que la portée précise de leurs enquêtes en tant que criminologues ou spécialistes des sciences sociales doit être déterminée par les juristes. Ils considèrent que les États comprennent tous les organismes qui cherchent à obtenir le monopole de l'usage légitime de la force sur un territoire substantiel, qu'ils soient ou non reconnus internationalement comme des États. Les crimes d'État sont des crimes commis ou tolérés par le personnel de ces organisations dans la poursuite de leurs objectifs. Par exemple, si un seul agent de police accepte un pot-de-vin, il ne s'agit pas nécessairement d'un crime d'État. Mais si le gouvernement ferme les yeux sur les pots-de-vin parce que c'est le seul moyen pour la police d'obtenir un revenu raisonnable, ou si les pots-de-vin font partie d'une stratégie informelle de contrôle du trafic de drogue local, il s'agit alors d'un crime d'État.

Source: [International State Crime Initiative](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date créée
2023/11/14